



L'éditorial L'échec du «bon marché» démocratique

Frédéric
Julliard
Rédacteur en chef



En démocratie, le bon marché est toujours trop cher. La droite peut méditer cette leçon tant à Berne qu'à Genève après sa défaite en rase campagne dimanche.

Principal enjeu des votations fédérales, la réforme de la prévoyance professionnelle n'a pas été refusée, elle a été balayée. Il y a toujours plusieurs explications à un vote sur un dossier complexe. En voici une: dans une situation économique et géopolitique tendue, en période d'inflation et de fins de mois difficiles, il fallait bien autre

chose que ce texte unilatéral pour convaincre.

Hélas pour elle, la majorité du parlement a refusé de s'en tenir au projet modéré issu d'un compromis entre les partenaires sociaux. Elle a préféré une version plus musclée, qui s'est écrasée dans les urnes. Pour renouer les fils du dialogue après un tel échec, souhaitons-lui bonne chance.

À Genève non plus, la droite n'a pas convaincu. Sur la fiscalité, ses adversaires ont eu beau jeu de dénoncer un cadeau aux plus riches. «Argument simpliste», dit le Conseil d'État, mais qui a visiblement porté dans un canton attaché à son statut de cas particulier fiscal. Et sur l'école? Là encore, un projet «cheap» a sombré. Réduire la durée de la formation des enseignants, pourquoi pas, mais avec quel projet pédagogique, quelle vision, quelles étapes? La faiblesse de la campagne sur ces points a conduit les Genevois à rejeter un texte jugé vide.

Morale de l'histoire: le peuple est adulte. Croire que les citoyens vont avaler des projets lacunaires (école) ou déséquilibrés (LPP) conduit à la débâcle aussi sûrement que le fleuve mène à la mer. Une leçon à méditer très vite pour la droite genevoise. Il lui faudra des arguments affûtés et une mobilisation sans faille pour faire passer sa «vraie» baisse d'impôts le 24 novembre.